

PIERRE-JEAN
LUIZARD

Les Racines du chaos

Irak, Syrie, Liban, Yémen, Libye

Tallandier
© ESSAIS

**CINQ ÉTATS ARABES
EN FAILLITE**

LES RACINES DU CHAOS

Du même auteur

- La République et l'islam. Aux racines du malentendu*, Paris, Tallandier, 2019.
- Chiïtes et sunnites, la grande discorde en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2017 ; « Texto », 2019.
- Le Piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, Paris, La Découverte, 2015 ; rééd. 2017.
- Polarisations politiques et confessionnelles. La place de l'islam dans les « transitions » arabes* (dir.), avec Anna Bozzo, Rome, RomaTrePress, 2015.
- Histoire politique du clergé chiïte (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Paris, Fayard, 2014.
- Les Sociétés civiles dans le monde musulman* (dir.), avec Anna Bozzo, Paris, La Découverte, 2011.
- Comment est né l'Irak moderne*, Paris, CNRS Éditions, 2009.
- Laïcités autoritaires en terres d'islam*, Paris, Fayard, 2007.
- Le Choc colonial et l'islam. Les politiques religieuses des puissances coloniales en terres d'islam* (dir.), Paris, La Découverte, 2006.
- La Question irakienne*, Paris, Fayard, 2004.
- La Formation de l'Irak contemporain. Le rôle politique des ulémas chiïtes à la fin de la domination ottomane et au moment de la création de l'État irakien*, Paris, CNRS Éditions, 1991.

Pierre-Jean Luizard

LES RACINES DU CHAOS

Irak, Syrie, Liban, Yémen, Libye
Cinq États arabes en faillite

Tallandier
ESSAIS

Cartes : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2022

© Éditions Tallandier, 2022
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4548-4

L'Empire ottoman en 1914



INTRODUCTION

Un retour de l'Histoire ?

Irak, Syrie, Liban, Yémen, Libye : la liste des États arabes en faillite est imposante et menace directement l'Europe. Échec du confessionnalisme politique au Levant et en Irak, dans le contexte d'une guerre confessionnelle entre sunnites*¹ et chiites*, également étendue au Yémen, absence d'identité commune en Libye. C'est tout un modèle étatique qui sombre dans un chaos généralisé. Or, ce modèle est celui de l'État-nation, importé par les puissances européennes au moment de la colonisation de ces pays par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. La notion de nation, comme fondement de la légitimité du pouvoir, venait en remplacement de la religion selon la conception ottomane, dans des sociétés où l'idée de ce qu'est une nation n'était souvent partagée que par quelques élites. À l'exception du Yémen, ces États sont des créations coloniales qui se sont souvent imposées contre des majorités qui ont été vaincues militairement. Ce fut particulièrement vrai pour l'État irakien, l'État syrien et en Libye.

1. Les termes suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire en fin d'ouvrage, p. 225.

La faillite de ces États a entraîné des guerres civiles sans fin, avec partition du territoire sur des bases ethniques, confessionnelles ou régionales, mais aussi des conflits, déclarés ou non, entre pays voisins par communautés arabes interposées et une internationalisation des enjeux impliquant de nombreux acteurs.

Faut-il, pour tenter de résoudre les graves crises d'aujourd'hui, miser sur le renforcement des États en place ? La dégénérescence confessionnelle des Printemps arabes de 2011 illustre pourtant l'incapacité des systèmes politiques présents à répondre aux demandes légitimes de la société civile de chaque pays. Partout, l'usage de la force a été la réponse du pouvoir tandis qu'une absence de solution se faisait jour de façon croissante. Au-delà des régimes, ne faut-il pas voir ces États, construits artificiellement et le plus souvent contre la volonté des majorités, comme la cause principale du chaos ? Quelles solutions permettraient de répondre aux mouvements de contestation qui sont sans issue possible dans le contexte de notre époque ? Il ne s'agit pas de pointer de façon exclusive un « péché originel » lié à la genèse coloniale des institutions étatiques. Mais on ne construit pas un vivre-ensemble contre les majorités en s'appuyant sur les seules minorités. Le djihadisme n'est pas né de rien. Il s'enracine dans des contextes où la faillite actuelle de l'État et sa conception sont liées.

Régime, « système », État : à quels effondrements assistons-nous ?

L'effondrement des cinq États arabes étudiés ici présente de nombreux points communs. Voici quels en sont les principaux traits.

L'ÉTAT AUX ABONNÉS ABSENTS

Qu'il s'agisse des coupures de courant à Bagdad comme à Beyrouth, de l'absence d'eau au robinet, du délabrement du système de soins face au coronavirus, du non-ramassage des ordures ou de l'incurie en matière d'égouts pour les eaux usées, ce sont bien les missions premières d'un État qui s'avèrent tragiquement absentes. En Syrie, les millions de réfugiés et de déplacés sont considérés comme une arme politique, voire militaire, par le régime de Damas. La capitale du Yémen, Sanaa, bombardée quasi quotidiennement par l'aviation de la coalition pro-saoudienne, n'est plus sous le contrôle de l'État officiel et vit sous le règne de la peur et des pénuries. La Libye, malgré sa richesse en hydrocarbures – ou plutôt à cause de celle-ci –, n'a plus aucun service public, chaque camp accaparant les richesses pour des intérêts privés...

L'IMPOSSIBLE SOLUTION POLITIQUE : L'ÉTAT FAILLI FACE AUX SOCIÉTÉS CIVILES

Pendant les Printemps arabes de 2011, les sociétés civiles qui subissent les effets de ces carences de l'État ont clamé leur refus de les voir perdurer. Tour à tour, Damas, Alep, Sanaa, Aden, Benghazi, Tripoli et Beyrouth ont connu des mouvements sans précédent pour exiger des réformes. Partout, la réponse a été la même : la répression souvent sanglante, notamment en Syrie et en Libye. Onze années après les révolutions arabes, avortées, aucune réforme n'a été mise en œuvre, et les pouvoirs de 2011 encore en place, pas

plus que leurs successeurs, n'ont manifesté une quelconque volonté d'en entreprendre. Pour quelle raison ?

C'est tout simplement que les régimes en place, comme ceux qui les ont remplacés, n'avaient pas les moyens de mener la moindre réforme sous peine de perdre le pouvoir. Le caractère irréformable de ces régimes suggère que le problème se situe bien en amont de ceux-ci, dans ce que les manifestants ciblaient comme le « système » appelé à « dégager ». Un « système » qui renvoie inéluctablement à la nature d'un État dont l'illégitimité, même si elle n'est pas explicitement visée, ne permet pas le changement, quel qu'il soit. On pense toujours à la même vérité énoncée par le chercheur Michel Seurat : « L'État au Moyen-Orient est une *'asabiyya** qui a réussi². » Les sociétés civiles sont confrontées à des États qui interdisent toute citoyenneté commune et tout espace public.

LE FACE-À-FACE AVEC DES RÉGIMES AUTORITAIRES

Les revendications des manifestants pour la liberté d'expression, la dignité et la fin de la répression ont été unanimes. Elles renvoient aux régimes autoritaires et à la nature souvent familiale et clanique du pouvoir. Les records de longévité au pouvoir s'accumulent en effet : Kadhafi (quarante-deux ans), Hafez al-Assad (vingt-neuf ans), Saddam Hussein (vingt-quatre ans), Ali Abdallah Sâleh (président du Yémen

2. Le chercheur Michel Seurat, mort en captivité en 1986 lors de son enlèvement par un groupe terroriste libanais à Beyrouth, a été l'un des meilleurs connaisseurs de la société syrienne et des rouages de l'État syrien. Voir *Syrie. L'État de barbarie*, Paris, PUF, 2012.

du Nord de 1978 à 1990, puis président du Yémen unifié de 1990 à 2012). On peut aussi citer Nabih Berri, membre fondateur de la milice chiïte Amal, et président du Parlement libanais depuis... vingt-neuf années !

Devenus de plus en plus minoritaires et impopulaires, ces régimes ont sombré dans une répression accrue et tous azimuts. Le régime qui a fait de loin le plus grand nombre de victimes est certainement celui de Saddam Hussein, responsable de plus d'un million de morts irakiens si l'on ajoute la répression aux guerres, suivi par son frère ennemi baassiste* de Syrie, représenté par les Assad père et fils. Les communautés du Liban se voient soumises aux « seigneurs de la guerre » depuis la fin de la guerre civile (1990) qui a opposé les communautés et les factions libanaises entre elles.

L'accaparement des États par des *'asabiyyas* est clairement la conséquence de l'absence de légitimité de ces États, considérés comme des lieux privés que l'on doit investir sur une base privée.

LES RAVAGES DU CONFSSIONNALISME

Le confessionnalisme a une histoire qui remonte à l'époque ottomane, mais il a été érigé en système politique local sous les mandats britannique et français pour les trois pays Irak-Syrie-Liban. La Syrie a été rattrapée par le confessionnalisme plus tardivement que ses deux voisins libanais et irakien. Pour le Yémen, c'est l'échec de l'État-nation en construction qui en est la cause, dans un contexte de guerres régionales entre sunnites et chiïtes. L'absence de légitimité de l'État en est la raison principale. Ces États

mandataires, dont on a commémoré le centenaire en 2020, ont été construits contre leur société majoritaire (chiite et kurde en Irak, arabe sunnite en Syrie) et les citoyens présumés de ces nouveaux États n'ont pas eu d'espace public, s'étant retrouvés emprisonnés dans le piège confessionnel. Au Liban, ce piège est officiel et rend difficile toute réforme des institutions, chacun se voyant renvoyé à son appartenance confessionnelle en l'absence d'un État garantissant un espace public et une citoyenneté commune. Dans ces pays marqués par le confessionnalisme, les milices sont confessionnelles et le contrôle de l'armée officielle est dans la ligne de mire des stratégies confessionnelles.

LA TOUTE-PUISSANCE DU SYSTÈME MILICIEN

Le recours généralisé aux milices caractérise tous ces États, parfois en concurrence avec l'armée officielle (le Hezbollah au Liban et la Mobilisation populaire en Irak), parfois contre l'armée officielle (Syrie, Yémen), ou encore pour pallier l'absence d'une armée unifiée (Libye). Les milices chiites ou apparentées (Hezbollah et Amal au Liban, Mobilisation populaire en Irak, houthistes au Yémen) sont les plus structurées, avec le soutien de l'Iran, et se comportent souvent comme un État dans l'État. Les milices sunnites se répartissent entre salafistes-djihadistes (Al-Qaïda, Daech*), les salafistes* (ex-Jabhat al-Nosra en Syrie) et ne reconnaissent souvent pas la légitimité des institutions étatiques. Les Frères musulmans, qui ont leurs propres milices, représentent les islamistes historiques, présents en Syrie, au Liban et à Tripoli en Libye.

La fortune du système milicien provient de la privatisation de l'espace public, dans la mesure où ce système permet à ses membres, souvent d'origine rurale et méprisés, une ascension sociale rapide que l'armée officielle aux mains de clans et de groupes confessionnels n'autorise pas. C'est le cas en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen pour des raisons liées à la domination confessionnelle d'un groupe. Mais c'est aussi le cas en Libye, où l'État est pris en otage par des clans régionaux. Milices confessionnelles et milices tribales se comptent par centaines pour les cinq pays dont il est question dans cet ouvrage (surtout en Libye pour le nombre des groupes armés), avec des ancrages allant du local à l'échelle du pays. Il est cependant exclu qu'une milice contrôle un pays tout entier. Les territoires de ces États sont devenus autant de peaux de léopard, divisés qu'ils sont en une multitude de zones opposées les unes aux autres.

UNE CORRUPTION SYSTÉMIQUE

« Corruption » est-il le mot adéquat pour désigner le détournement systématique des ressources de chaque pays par des groupes privés ? Car la corruption est un détournement de l'état de droit, lequel, en l'occurrence, n'existe pas à l'ombre des États concernés. Le monopole de la rente pétrolière a largement servi la privatisation des ressources. Des pays riches en pétrole, comme l'Irak et la Libye, voient la misère prospérer dans tous les lieux qui ne sont pas intégrés à la loyauté du pouvoir. Les scandales qui secouent régulièrement la classe politique libanaise depuis plus de vingt ans aboutissent rarement à des condamnations et ne

parviennent pas à susciter des changements profonds, chacun tenant l'autre en otage pour des affaires douteuses.

MANDAT, COLONIE, IDÉOLOGIE,
LE POIDS DE L'HISTOIRE ET DU MODÈLE EUROPÉEN

Sur les cinq États arabes en faillite, quatre (Libye, Irak, Syrie, Liban) sont des créations coloniales. Nous assistons à l'effondrement du système étatique mis en place par les puissances européennes un siècle presque jour pour jour après son installation. Certes, il faut toujours rappeler que les puissances coloniales ont souvent manifesté un tropisme en faveur des minorités, à partir du constat que ces minorités sont beaucoup plus dociles car elles se savent minoritaires et que le combat anticolonial a d'abord été le fait des majorités (chiite en Irak, sunnite en Syrie). Encore une fois, il ne s'agit pas de solliciter l'Histoire pour légitimer un quelconque déterminisme. Le Yémen unifié est tombé dans le même chaos sans être une création coloniale. Cela pose la question de la capacité de résilience des institutions, surtout, paradoxalement, quand elles sont en faillite. Elles deviennent alors des pièges dont il est difficile de sortir.

Pour donner un sens à ces institutions étatiques, il a été fait appel aux idéologies (nationalisme ethnique, libéralisme, marxisme). Elles ont pour point commun d'être d'inspiration européenne et d'avoir accrédité l'existence d'identités nationales à peine émergentes (irakienne, syrienne, yéménite et libyenne notamment). La célébration de l'État-nation, dans les différentes conférences suivant la Première Guerre mondiale, mettait en avant le droit des

peuples à disposer d'eux-mêmes. On n'imaginait pas alors un possible développement de la démocratie sans le cadre d'un État-nation, modèle d'une modernité démocratique qui se voulait universelle. On sait que la colonisation par la France des pays du Levant ne s'est pas faite au nom du catholicisme ni au nom de la laïcité, mais au nom de la « mission civilisatrice » célébrée par Jules Ferry. L'idée était qu'un trop grand attachement à la religion était cause de sous-développement et d'arriération. La raison des mandats attribués par la Société des Nations (SDN) était bien de déléguer cette mission aux démocraties européennes.

Le problème est que la modernité, et l'avance technologique qui l'accompagne, est aussi source de puissance et de domination du plus moderne sur ceux qui le sont moins. Il n'est pas étonnant qu'elle ait alimenté la dernière phase du colonialisme. Ce faisant, elle a confisqué tout accès autonome à la modernité politique démocratique pour les moins modernes, ceci d'autant plus que la pratique montrait assez bien les retournements systématiques des idéaux prêchés par la SDN en contexte colonial. La nation ne se décrète pas de l'extérieur pour une population qui n'a pas « encore » d'identité nationale affirmée.

Cette modernité impérialiste a suscité une modernité réactive hostile aux idéologies qui avaient été importées dans le but de légitimer des institutions étatiques – institutions qui sont désormais combattues (sauf au Liban) et qui ont échoué à représenter une société commune. Nationalisme arabe, marxisme et libéralisme n'ont pas réussi à émanciper les sociétés comme l'ont espéré plusieurs générations durant une période que l'on pourrait qualifier d'illusions nationales (en gros, des années 1930 à la fin des années 1960). La sécularisation des sociétés arabes s'est

ainsi faite, de façon croissante, à travers la religion, ce qui peut sembler paradoxal pour un Français. L'échec de l'État yéménite unifié est aussi celui des idéologies qui l'ont marqué : le nationalisme arabe à Sanaa, le marxisme à Aden.

LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES STRUCTURELLES

Iran, Turquie, Égypte, Émirats arabes unis pour les pays de la région ; Russie, États-Unis, Chine pour les grandes puissances : l'absence de légitimité des États arabes en faillite, avec ses conséquences délétères, a ouvert la voie aux ingérences étrangères, dont découlent de multiples guerres par camps arabes interposés. Les embargos sur les armes décrétés par la communauté internationale n'ont pas empêché ces ingérences à ce jour. L'Iran est le plus impliqué en Irak, en Syrie et au Liban. La Turquie l'est d'abord en Syrie, mais aussi en Irak et en Libye. Les États-Unis sont à l'origine du nouveau système politique irakien et ont joué, avec les Russes, un rôle décisif dans la défaite militaire de Daech en Syrie. Il y a des convergences d'intérêts multiséculaires entre la Russie et l'Iran, Moscou ayant choisi le camp chiite contre les salafistes, mais aussi face à la Turquie. Les alliances paraissent parfois paradoxales : la Russie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite contre la Turquie en Libye ; les Émirats arabes unis contre l'Arabie Saoudite à Aden... Ce jeu macabre est le signe de changements plus profonds : le divorce entre l'Arabie Saoudite et ses relais traditionnels (Frères musulmans, puis salafistes), la montée en puissance régionale de la Turquie d'Erdoğan, volontiers candidate à occuper la place laissée vacante par l'Arabie Saoudite.

LES HYDROCARBURES COMME FACTEUR D'AGGRAVATION

L'Irak, la Syrie, le Yémen et la Libye – et désormais le Liban, depuis la découverte récente de gisements gaziers en Méditerranée – ont des ressources en pétrole et en gaz qui se sont révélées une malédiction tant elles ont permis la pérennisation des systèmes en place et ont encouragé les ingérences étrangères. Ces États rentiers, surtout pour les plus riches comme l'Irak et la Libye, ont sacrifié au « tout-pétrole » leur économie tandis que les pétrodollars enrichissaient la caste au pouvoir, qui l'utilisait largement pour acheter les loyautés.

Ceci a été particulièrement vrai pour les régimes autoritaires déchus en Irak et en Libye. La nationalisation du pétrole par Saddam Hussein en 1972, liée au boom pétrolier des années 1970, a permis au régime irakien de se maintenir au pouvoir face à l'opposition conjuguée des chiites, des Kurdes et du parti communiste, de retour dans la clandestinité. La manne pétrolière a financé la guerre de huit années contre la jeune République islamique d'Iran, et l'endettement vertigineux de Bagdad a conduit à de nouvelles guerres. Quant au régime de Kadhafi, il a eu l'air d'autant plus attractif qu'il prétendait être, à partir des années 1990, un rempart contre l'islamisme aux yeux de certains politiciens occidentaux loin d'être désintéressés. Sans parler de ce que rapporte le contrôle de l'immigration vers l'Europe. En 2020, les principaux clients du pétrole libyen sont l'Italie (18 %), la Chine (16 %), l'Allemagne (15 %) et l'Espagne (15 %) ; les principaux clients du pétrole irakien sont la Chine (26 %), l'Inde (24 %), la Corée du Sud (9 %) et

les États-Unis (8 %). Autant de réseaux d'influence venant s'ajouter aux « parrains » les plus divers, pays voisins ou pas.

Enfin, il faut rappeler que la présence des hydrocarbures rend difficile toute remise en cause des frontières...

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, UNE SOLUTION ?

Une première certitude est que les États faillis ne renaîtront pas de leurs cendres et qu'il serait illusoire de miser sur eux pour une future solution politique aux crises qu'ils connaissent. C'est là le défi qui se pose à l'Europe, en première ligne face au désastre arabe. Car vouloir restaurer l'autorité d'un État failli risque bien de produire l'effet inverse. C'est pourtant la tentation de la plupart des chancelleries occidentales, probablement terrifiées à l'idée d'un changement du système étatique au Moyen-Orient. Compter sur des pouvoirs autoritaires en pleine déliquescence pour contrer la menace des djihadistes est le plus grand service que l'on puisse rendre à ces mêmes djihadistes ! Un changement profond est indispensable si l'on veut espérer une stabilisation future – au cas où cette stabilisation serait un objectif sciemment visé par les différents protagonistes... Ce changement ne signifie pas pour autant la disparition d'un État ou la modification des frontières : il s'agit de leur donner une légitimité.

Comment et qui pourrait le faire ?

Certainement pas les pays impliqués dans les conflits de la région ni les anciennes puissances coloniales, tentées de continuer à gérer un héritage encombrant. Or, un acteur extérieur semble indispensable tant les sociétés civiles de la région sont prises au piège faute d'interlocuteurs. Le seul acteur possible

TABLE

| | |
|--|-----|
| <i>Les dominations ottomane, britannique</i> | |
| <i>et l'imamat zaydite, un proto-État ?</i> | 176 |
| <i>Un Sud ouvert à la colonisation européenne</i> | 178 |
| <i>Le royaume mutawakkilite des hauts plateaux</i> | |
| <i>(1926-1962)</i> | 181 |
| <i>La République arabe du Yémen</i> | 183 |
| <i>Le seul État arabe marxiste-léniniste</i> | 184 |
| <i>La dégénérescence confessionnelle du Printemps arabe</i> | 189 |
| <i>La conquête du nord du Yémen par les houthistes</i> | 192 |
| <i>La coalition emmenée par l'Arabie Saoudite</i> | 193 |
| <i>L'échec de l'État-nation</i> | 194 |
| <i>Une guerre inexpiable</i> | 195 |
| <i>« Mauvaises bases »</i> | 196 |
| LIBYE | |
| <i>Existe-t-elle ?</i> | 199 |
| <i>Une création italienne</i> | 200 |
| <i>Géographie et population</i> | 201 |
| <i>La domination ottomane</i> | 202 |
| <i>Création de la Libye et opposition islamique</i> | 203 |
| <i>La Senoussiyya à la tête de l'opposition à la France</i> | |
| <i>et à l'Italie</i> | 204 |
| <i>La monarchie libyenne</i> | 204 |
| <i>Le putsch de Kadhafi</i> | 205 |
| <i>Le plus long règne d'un dictateur arabe</i> | 206 |
| <i>Printemps arabe, chute de Kadhafi (2011)</i> | |
| <i>et guerres civiles</i> | 207 |
| <i>L'effondrement de l'État libyen</i> | 208 |
| <i>Haftar contre Sarraj</i> | 210 |
| <i>Turquie contre Égypte</i> | 210 |

| | |
|---|-----|
| <i>Un conflit sans fin</i> | 212 |
| <i>Les conséquences de l'effondrement de l'État en Libye ...</i> | 213 |
| Conclusion..... | 217 |
| <i>Le défi des États et des frontières.....</i> | 219 |
| <i>La mission de l'ONU ?.....</i> | 220 |
| <i>Les obstacles : les 'asabiyyas, le confessionnalisme, l'idéologisation de la religion.....</i> | 221 |
| Glossaire | 225 |
| Bibliographie..... | 229 |